



HAL
open science

Quel type de société les Françaises et Français veulent-ils ?

Frédéric Gonthier

► **To cite this version:**

Frédéric Gonthier. Quel type de société les Françaises et Français veulent-ils ?. Sciences Po Grenoble; Pacte, Laboratoire de sciences sociales - Grenoble (France). 2023. halshs-03954719

HAL Id: halshs-03954719

<https://shs.hal.science/halshs-03954719v1>

Submitted on 24 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

QUEL TYPE DE SOCIÉTÉ LES FRANÇAISES ET LES FRANÇAIS VEULENT-ILS ?

NOTE DE SYNTHÈSE SUR LES RÉSULTATS
FRANÇAIS DU MODULE INÉGALITÉS
DE L'INTERNATIONAL SOCIAL SURVEY
PROGRAMME

Frédéric GONTHIER

Professeur de science politique

Université Grenoble Alpes, Sciences Po Grenoble, Pacte-CNRS

SCIENCES PO
Grenoble

UGA

Pacte
Laboratoire de sciences sociales

PRO
GE
DO

DATA
INFRASTRUCTURE

Il est désormais bien établi que la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid19 a conduit à une aggravation exceptionnelle des inégalités sociales. À l'échelle mondiale, elle a notamment fait basculer dans la pauvreté plus de 100 millions d'individus en 2020, interrompant ainsi une dynamique de réduction de l'extrême pauvreté amorcée dans les années 1990 mais en voie de ralentissement depuis 2017 (Groupe de la Banque Mondiale, 2020).

En France, si les politiques sociales et les mesures gouvernementales ont en partie compensé les pertes de revenus des ménages, les inégalités ne s'en sont pas moins creusées du fait de la forte disparité sociale des facteurs aggravants (Dubost, Pollak et Rey, 2020). D'une part, les risques d'exposition au virus étant variables selon les milieux sociaux, ce sont les personnes plus âgées, nées à l'étranger ou habitant dans les communes les plus pauvres qui ont été davantage touchées que les autres. D'autre part, la chute de l'activité économique a conduit à une augmentation du chômage partiel qui a plus concerné les ouvriers et les employés que les cadres ; ce qui a contribué à surtout dégrader la situation financière des ménages dont les revenus étaient déjà les plus modestes (Barhoumi et al., 2020). Enfin, l'enrichissement historique des grandes fortunes au cours de la pandémie a conduit à une concentration accrue des richesses. Concentration dont des études récentes ont montré qu'elle était aussi la conséquence de choix politiques (Ahmed et al., 2022), et qu'elle avait des effets délétères sur la protection sociale (Scruggs et Hayes, 2017).

Tous ces facteurs ont fait réémerger la question de la répartition des richesses dans le débat public. Certes, la thématique des inégalités a peine à s'inviter dans la séquence présidentielle, escamotée en début de campagne par les préoccupations sanitaires et une focalisation sur l'immigration et la sécurité, puis occultée par la guerre en Ukraine. Pour autant, les interventions répétées des candidates et candidats sur le thème du pouvoir d'achat et des questions comme les droits de succession, la fiscalité du capital ou le revenu étudiant, montrent que les inégalités ont représenté un sous-texte majeur de la campagne présidentielle.

On est donc fondé à se demander comment les Françaises et les Français évaluent la manière dont les richesses sont distribuées aujourd'hui, comment elles devraient l'être et si leurs jugements sont influencés par leur positionnement social et politique. La dernière édition de l'enquête ISSP consacrée aux inégalités sociales, donne plusieurs éléments de réponse.

UNE STRUCTURE SOCIALE JUGÉE TROP INÉGALITAIRE

Il est courant, dans les enquêtes d'opinion, d'interroger les individus pour savoir s'ils veulent plus ou moins de justice sociale, ou s'ils sont plus ou moins d'accord avec l'idée selon laquelle les inégalités sont trop fortes. Les réponses renvoient généralement l'image d'un large consensus sur une société juste et d'un fort rejet des inégalités (Forsé et Galland, 2011 ; Galland, 2016). Aussi instructive qu'elle soit, cette image laisse dans l'ombre la question plus globale de la stratification sociale, c'est-à-dire du positionnement hiérarchique des individus dans la structure sociale et des inégalités de richesse qui en découlent.

Pour mieux appréhender les jugements sur la stratification sociale, l'ISSP demande depuis 1999 aux enquêtés de choisir parmi différentes formes stylisées celles qui, selon eux, représentent le mieux la société actuelle et la société idéale. Cinq options sont proposées, allant d'une structure sociale très inégalitaire (type A) à une structure nettement plus équilibrée dans la répartition des richesses (type E), en passant par une gradation de formes intermédiaires (types B, C et D) (figure 1). La question est double et posée ainsi : « D'abord, à quel type correspond la France, quel est le dessin qui la représente le mieux ? Et, à votre avis, à quoi devrait ressembler la France, qu'est-ce que vous préféreriez ? »

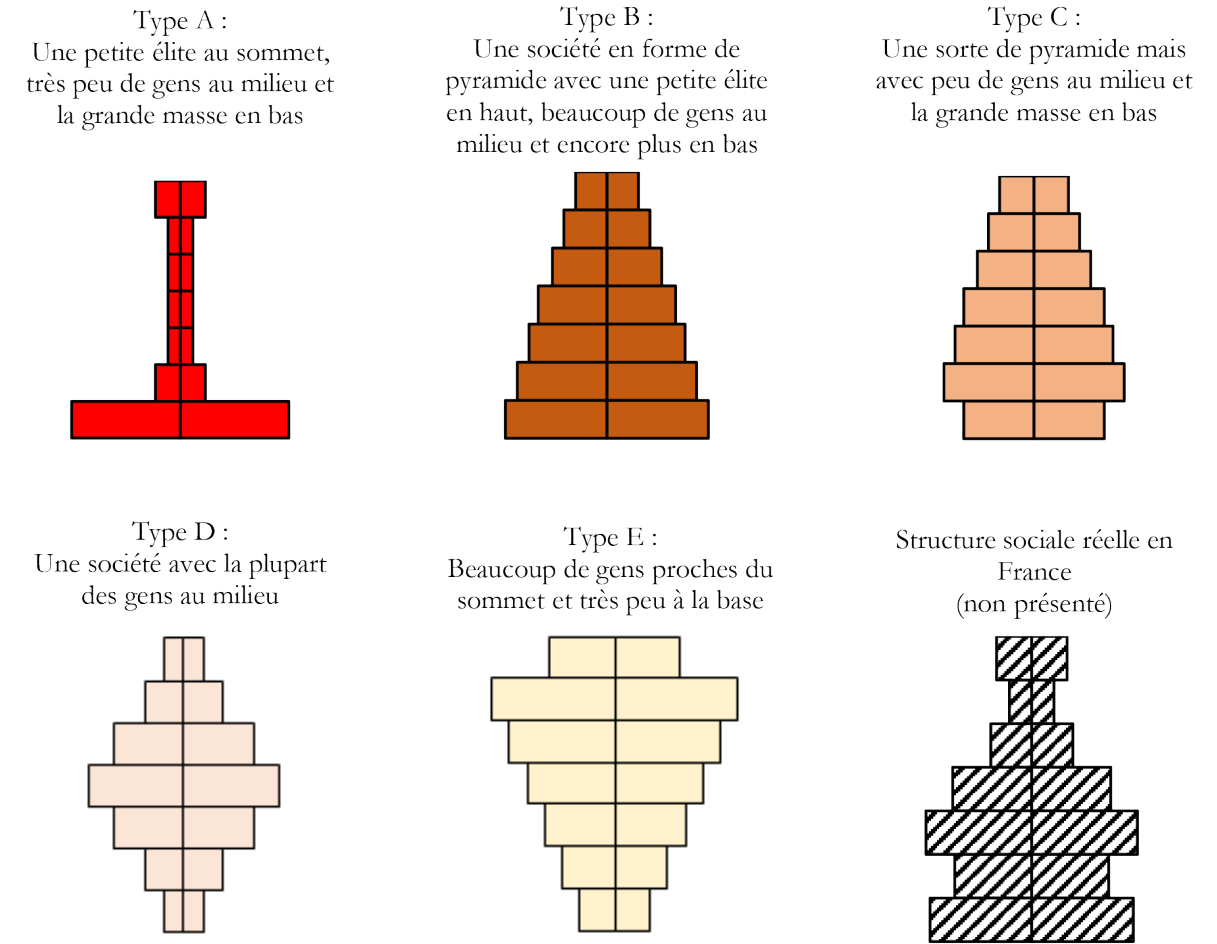


Figure 1: Types de société montrés dans l'enquête ISSP Inégalités, allant du plus inégalitaire (type A) au moins inégalitaire (type E)

Lors de la dernière enquête réalisée en 2021, environ la moitié des personnes interrogées (46 %) considèrent que la société française ressemble le plus à une pyramide « avec une petite élite en haut, beaucoup de gens au milieu et encore plus en bas » (type B) (figure 2). L'autre moitié se partage entre une vision un peu plus égalitaire ou un peu plus inégalitaire, avec les types C et A qui recueillent respectivement 18 et 17 % des réponses. Le type D, dont la représentation figurée en toupie est souvent utilisée pour illustrer l'idée de moyennisation (Mendras, 1988), n'est choisi que par 13 % des Français. Le type E ne recueille que 2 % des réponses.

La structure en toupie est en revanche mentionnée par la moitié des Français pour caractériser la société idéale ; ce qui traduit sans doute l'attrait symbolique d'une société de « classes moyennes ». La société la plus égalitaire (type E) rassemble 20 % des répondants ; un pourcentage modeste qui exprime peut-être moins l'absence d'aspirations à une société moins inégalitaire qu'une logique d'ajustement de ces aspirations sur les possibilités objectives de changer profondément la structure sociale (Bourdieu, 1974).

Comme le montre la figure 2, les jugements sont très stables dans le temps, aussi bien sur la société actuelle que sur la société désirée. Cette stabilité indique probablement la permanence du sentiment que la distribution des richesses n'est pas assez équilibrée en France (Forsé et Parodi, 2011).

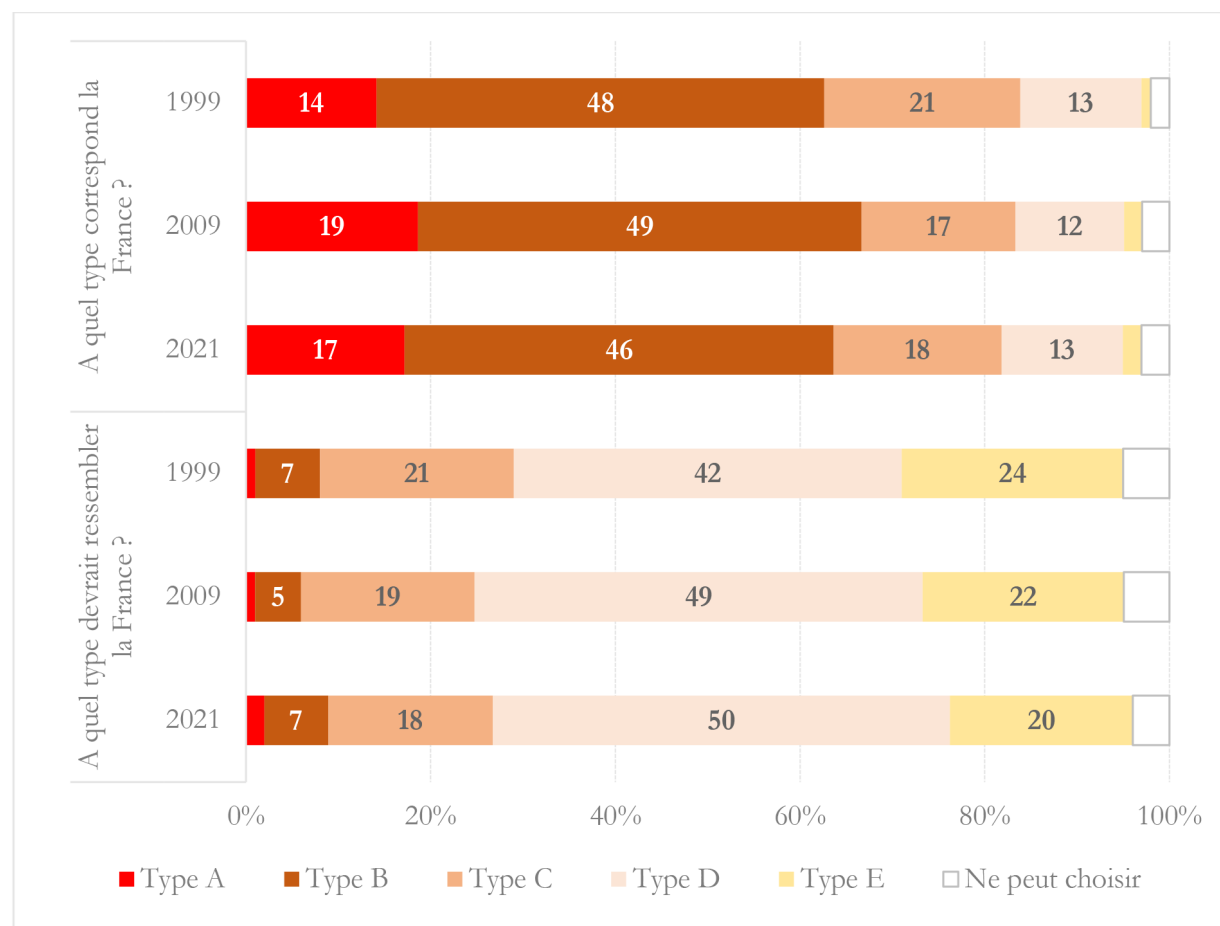


Figure 2 : Évolution des jugements sur les types de société (1999-2021) (source : ISSP Inégalités sociales III, IV et V)

DES JUGEMENTS SUR LA STRUCTURE SOCIALE PLUTÔT CONFORMES À LA RÉALITÉ

À l'échelle internationale, les jugements sont assez variables d'un pays à l'autre (figure 3). Ils ne sont cependant pas sans lien avec les inégalités réelles. À l'Est de l'Europe (Bulgarie, Croatie, Russie, Lituanie, Slovaquie) comme en Afrique du Sud, c'est ainsi le type A, le plus inégalitaire – sans classe moyenne, avec une petite élite en haut et l'essentiel de la population en bas –, qui est massivement mentionné pour décrire la société. À l'inverse, dans les pays d'Europe du Nord où les richesses sont moins concentrées (Danemark, Finlande, Islande), le type A est le moins cité, tandis que le type D – en toupie – l'est plus volontiers.

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, la structure pyramidale (type B) est majoritaire (France, Italie et Royaume-Uni) ou quasi-majoritaire (Allemagne). Là aussi, les jugements correspondent plutôt bien à la réalité de la distribution des richesses. Il a en effet été estimé que les quatre pays s'approchent surtout des types B et C si l'on considère la répartition réelle des revenus (Hadavand, 2018).

Ailleurs, les jugements sont plus partagés. Dans des pays aussi différents que Taïwan, le Japon et la Nouvelle-Zélande, on pense à part assez égale que la société relève des types B ou C. Dans d'autres pays comme la Thaïlande, les Philippines ou le Chili, on conjugue plutôt les types B ou A.

Bien sûr, la pertinence des jugements dépend du plus ou moins grand degré d'information des individus sur la concentration des richesses dans leur pays et, par extension, de la disponibilité d'une information objective à ce sujet. Il reste que plusieurs des représentations stylisées de l'ISSP peuvent approximer la stratification sociale réelle sans la décalquer parfaitement. C'est typiquement le cas au Japon et à Taïwan où la structure sociale relève en partie du type B et du type C, un caractère composite que l'on retrouve aussi dans les jugements individuels.

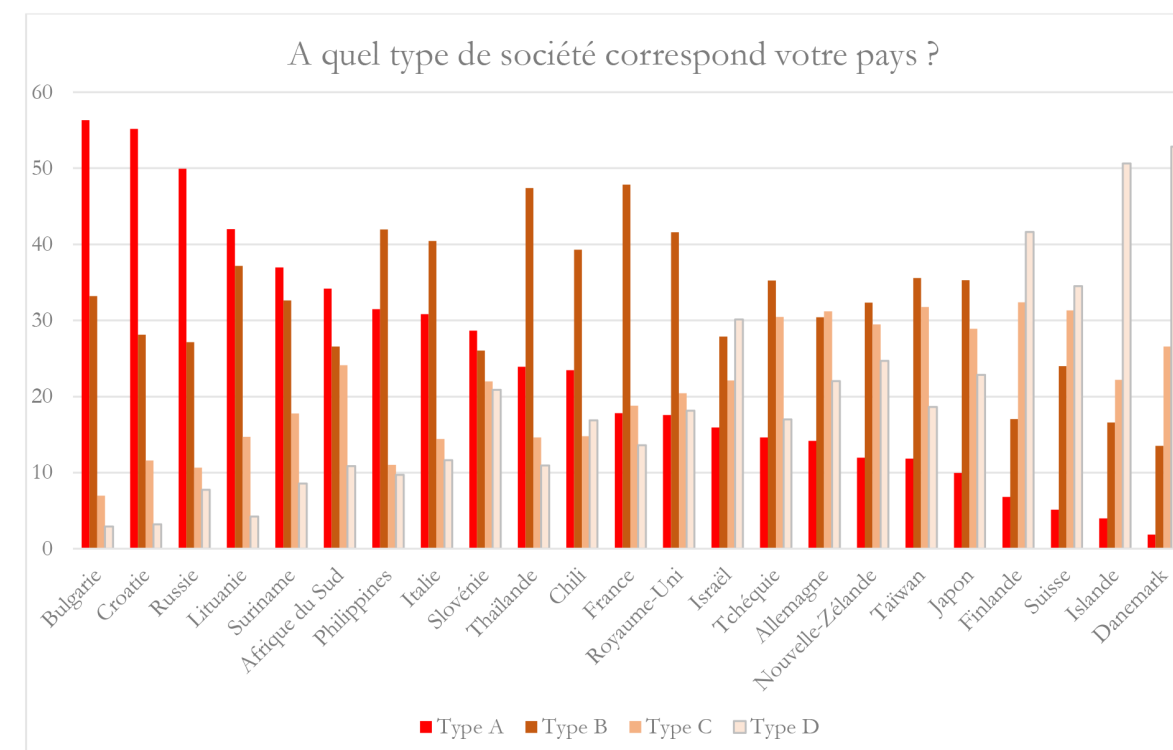


Figure 3 : Jugements sur les types de société dans différents pays (source : fichier international provisoire ISSP Inégalités - 13.12.2021 : ZA7600, v2.0.0, doi: 10.4232/1.13829). Le type E, plus minoritaire, n'est pas montré pour la lisibilité du graphique.

DES JUGEMENTS PLUS CLIVÉS POLITIQUEMENT QUE SOCIOLOGIQUEMENT

En France, contrairement à ce qu'on aurait pu anticiper du fait des fortes disparités sociales en matière d'inégalités, les jugements sur la stratification sont peu clivés sociologiquement. Les femmes, les 18-25 ans et les inactifs mentionnent un peu plus le type A. Le type B est légèrement surreprésenté parmi les plus de 55 ans, les moins diplômés, les actifs sans emploi et les retraités. Les différences sont moindres sur les types C, D et E. La position subjective dans la hiérarchie sociale – mesurée dans l'ISSP par le placement des répondants sur une échelle allant de 1 (pour le bas de la société) à 10 (pour le haut) – est un peu plus influente que les facteurs objectifs : celles et ceux qui citent les types A et B se situent en moyenne plus bas sur l'échelle sociale (respectivement 4.1 et 4.8) que celles et ceux qui citent le type C (5.3).

Les variations sociologiques sont encore plus contenues sur la société désirée. Les moins de 45 ans, les actifs sans emploi et les moins favorisés économiquement ont toutefois tendance à préférer une structure plus égalitaire (type C et D).

À première vue, les logiques politiques sont aussi peu discriminantes que les logiques sociales. Comme on l'observe sur la figure 4, c'est surtout la société en toupie qui est plus volontiers utilisée par les personnes qui se situent au centre et à droite pour décrire la société française. S'agissant de la société idéale, à l'exception du type B significativement plus cité à droite, et du type E significativement moins cité au centre, les jugements varient peu selon l'orientation politique. C'est notamment vrai pour le type D qui est le préféré des Françaises et des Français. C'est donc plutôt une forme de consensus qui semble se dessiner sur ce à quoi la société française ressemble et sur ce à quoi elle devrait ressembler.

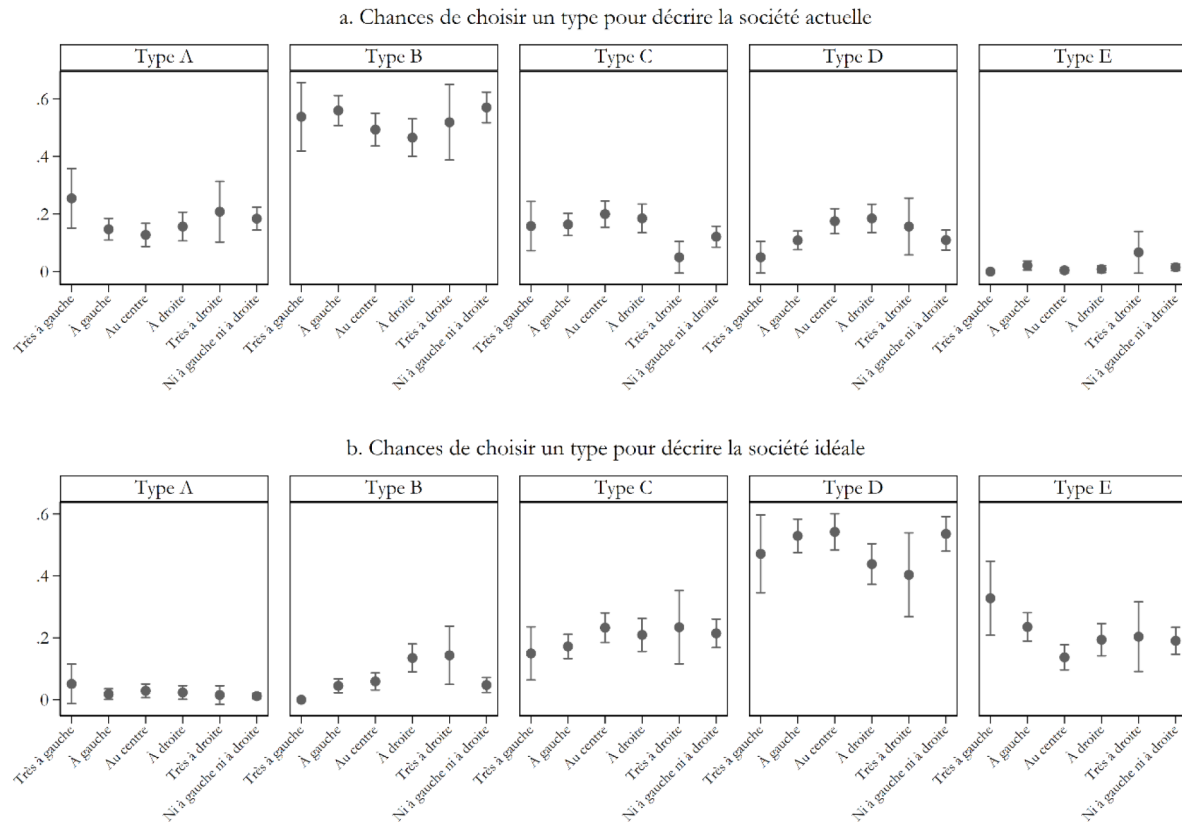


Figure 4 : Chances de choisir un type de société en fonction du positionnement politique. Les coefficients (odds ratio) sont issus de différents modèles de régression logistique contrôlant les effets du sexe, de l'âge, du niveau d'études, de l'emploi, des revenus du ménage, du positionnement subjectif dans la hiérarchie sociale et de l'intérêt pour la politique. Ils se lisent de la façon suivante : sur 100 % de chances de choisir un type de société idéale, les personnes qui ne se retrouvent pas dans l'échelle gauche-droite ont 54 % de chances de choisir le type D, 21 % le type C, 19 % le type E, 5 % le type B et 1 % le type A (source : ISSP Inégalités sociales V - France ; doi:10.13144/lil-1522).

En fait, les logiques politiques à l'œuvre ici reposent moins sur les jugements des individus sur l'état de la société que sur leur rapport au changement social. On sait que les personnes les plus fermées, qui ont une prédisposition psychologique pour la sécurité et une aversion à l'incertitude, préfèrent les valeurs traditionnelles qui garantissent l'autorité, l'ordre et la stabilité sociale (Johnston, Lavine et Federico, 2017). À l'inverse, les personnes plus ouvertes et qui voient dans le changement une opportunité plutôt qu'une menace psychologique, vont se tourner vers des valeurs moins conventionnelles. On sait aussi que ces traits psychologiques et ces orientations de valeurs se traduisent dans des positionnements politiques distincts. La préférence pour le statu quo est plus marquée à droite et à l'extrême droite, alors que le soutien aux transformations sociales est plus prononcé à gauche et à l'extrême gauche (Marcus, 2008).

Pour vérifier cela, on a calculé un score correspondant à l'écart entre type de société actuelle et type de société idéale. Plus le score est positif, plus la structure qu'on appelle de ses vœux est égalitaire, relativement à la structure actuelle ; et inversement. L'amplitude du score indique l'importance de cet écart. Il est par exemple de 1 si le type actuel est A et le type idéal est B. Il est de 2 si le type actuel est B et le type idéal D. De -3 si le type actuel est D et le type idéal est A... Un score nul signifie donc que la société idéale est la même que la société actuelle. Sans surprise, les scores négatifs sont peu nombreux : seuls 7 % des répondants aspirent à une société plus inégalitaire. Les scores nuls représentent 16 % des réponses. Les scores positifs sont majoritaires, avec respectivement 27, 29, 18 à 3 % pour les scores 1, 2, 3 et 4.

La figure 5 met en évidence l'effet de l'orientation politique sur ce score, les autres facteurs étant tenus constants. Comparativement au fait de se dire de droite, le fait de se dire de gauche augmente significativement la probabilité de choisir une société idéale plus égalitaire que la société actuelle, de l'ordre de 0,4 points pour les personnes de gauche et de 0,8 points pour les personnes très à gauche. Les personnes qui ne se retrouvent pas dans l'opposition gauche-droite se caractérisent elles aussi une probabilité plus forte de vouloir une société moins inégalitaire. Ces résultats confirment combien l'orientation politique peut cliver profondément la propension au changement social.

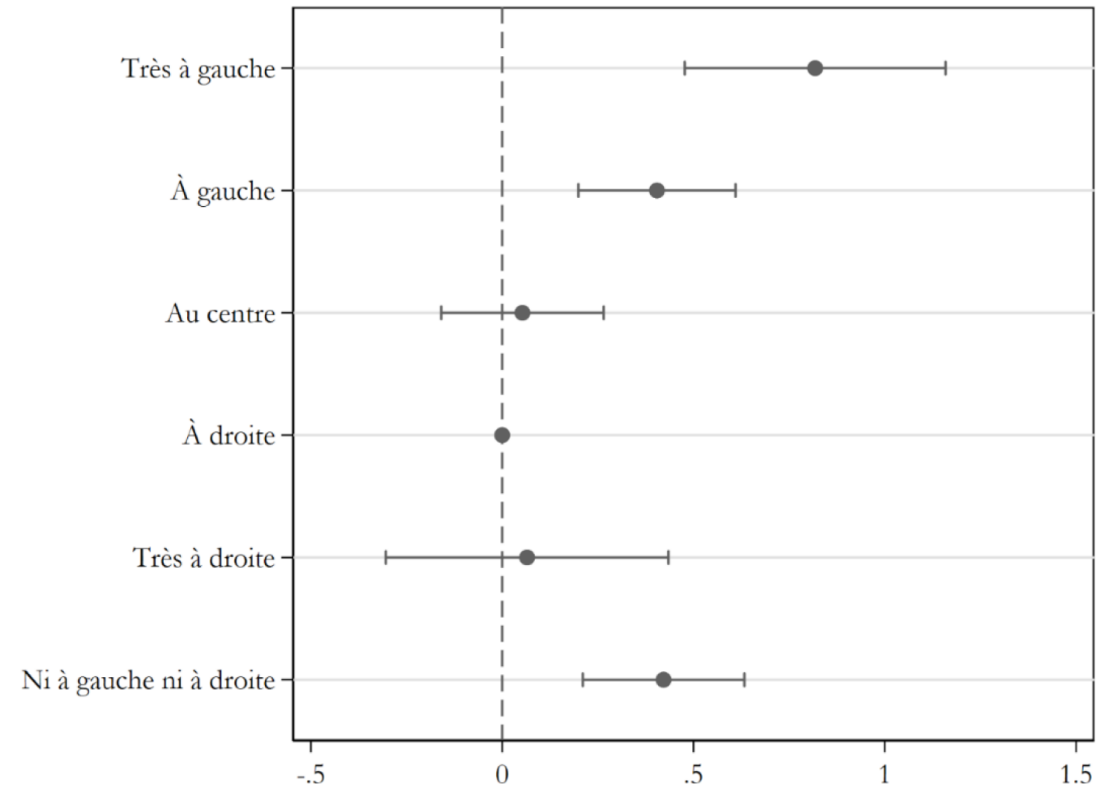


Figure 5 : Probabilité de choisir une société plus égalitaire en fonction du positionnement politique. Les coefficients sont issus d'un modèle de régression linéaire contrôlant les effets du sexe, de l'âge, du niveau d'études, de l'emploi, des revenus du ménage, du positionnement subjectif dans la hiérarchie sociale et de l'intérêt pour la politique. Ils se lisent de la façon suivante : le fait de se dire très à gauche augmente de près d'un point la probabilité de choisir une société plus égalitaire (source : ISSP Inégalités sociales V - France ; doi:10.13144/lil-1522).

L'expression toquevillienne de « passion pour l'égalité » est souvent employée pour rendre compte du fort sentiment d'injustice sociale en France. Les résultats présentés ici permettent de nuancer cette explication trop culturaliste. D'abord, le sentiment d'injustice des Françaises et des Français a une base objective : il s'ancre dans des jugements sur la structure sociale qui correspondent plutôt bien à la réalité des inégalités. Ensuite, ces jugements sont loin d'être une exception à l'échelle internationale : nos voisins anglais et allemands ont notamment des avis très similaires sur la concentration excessive des richesses. Enfin, au-delà du consensus apparent sur la forme de la société actuelle et celle de la société idéale, l'aspiration à transformer la société et à la rendre moins inégalitaire reste structurée par l'opposition gauche-droite.

Références

- AHMED N., MARRIOTT A., DABI N., LOWTHERS M., LAWSON M., MUGEHERA L., 2022, « Inequality Kills: The unparalleled action needed to combat unprecedented inequality in the wake of COVID-19 », Oxfam.
- BARHOUMI M., JONCHERY A., LOMBARDO P., LE MINEZ S., MAINAUD T., RAYNAUD E., PAILHE A., SOLLAZ A., POLLACK C., 2020, « Les inégalités sociales à l'épreuve de la crise sanitaire : un bilan du premier confinement », *France, Portrait social. Édition 2020*, INSEE, p. 11-44.
- BOURDIEU P., 1974, « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, 15, 1, p. 3-42.
- DUBOST, C.-L., POLLAK, C., REY, S. (dirs.), 2020, « Les inégalités sociales face à l'épidémie de Covid-19 », Les dossiers de la DREES, 62.
- FORSE M., GALLAND O., 2011, *Les Français face aux inégalités et à la justice sociale*, Paris, Armand Colin, 288 p.
- FORSE M., PARODI M., 2011, « La perception des inégalités en France depuis dix ans », *Revue de l'OFCE*, 118, 3, p. 5-5.
- GALLAND, O. (dir.), 2016, *La France des inégalités : Réalités et perceptions*, Paris, PU Paris-Sorbonne, 390 p.
- GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, 2020, *Revers de fortune. Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée*.
- HADAVAND A., 2018, « Misperceptions : An Analysis of Subjective Economic Inequality », dans BISHOP J.A., RODRÍGUEZ J.G. (dirs.), *Research on Economic Inequality*, Emerald Publishing Limited, p. 247-281.
- JOHNSTON C.D., LAVINE H.G., FEDERICO C.M., 2017, *Open versus Closed: Personality, Identity, and the Politics of Redistribution*, Cambridge England ; New York, NY, Cambridge University Press.
- MARCUS G.E., 2008, *Le citoyen sentimental*, Paris, Presses de Sciences Po.
- MENDRAS H., 1988, *La seconde révolution française. 1965-1984*, Paris, Gallimard, 329 p.
- SCRUGGS L., HAYES T.J., 2017, « The Influence of Inequality on Welfare Generosity: Evidence from the US States », *Politics & Society*, 45, 1, p. 35-66.

À propos de l'ISSP



Né en 1984, l'*International Social Survey Programme* est issu d'une collaboration entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Australie, quatre pays réalisant une grande enquête sociale nationale et souhaitant pouvoir comparer les données recueillies. Depuis, le périmètre géographique de l'enquête s'est élargi. L'ISSP rassemble aujourd'hui près d'une cinquantaine de pays.

L'ISSP a pour objectif d'évaluer les comportements, les attitudes et les opinions des populations nationales dans un ensemble de domaines relevant principalement des sciences sociales. L'enquête prend la forme d'un questionnaire, identique dans tous les pays et portant chaque année sur un thème différent. Chaque thème a vocation à être répliqué environ tous les neuf ans, en conservant les deux tiers des questions de l'édition précédente. Le questionnaire est complété par un nombre important de variables sociodémographiques, potentiellement explicatives.

L'ISSP se démarque sur plusieurs aspects des autres programmes internationaux. Il inclut de nombreux pays non européens, non couverts par les autres enquêtes. Il privilégie un fonctionnement démocratique, sur la base du volontariat des pays membres. Il comporte une batterie importante de questions sur les pratiques, les situations et les comportements sociaux, alors que les autres programmes se centrent davantage sur les questions dites d'opinion (ESS) ou de valeurs (EVS).

L'ISSP EN FRANCE

L'ISSP existe en France depuis 1996, date à laquelle la première enquête a été réalisée sur le territoire national (métropolitain). L'enquête est aujourd'hui pilotée par un consortium d'universitaires et de chercheurs, sous la forme d'un partenariat scientifique élargi impliquant le laboratoire PACTE (Sciences Po Grenoble) et l'Adisp-PROGEDO.

Le laboratoire Pacte participe aux meetings internationaux, assure la traduction du questionnaire annuel et pilote le terrain français, tout en supervisant l'exploitation des résultats. En lien avec l'équipe Elipss (CDSPP) qui réalise le terrain, l'Adisp code les questionnaires, prépare le fichier de données transmis aux autres pays participants et archive les données françaises. PROGEDO soutient la réalisation de cette enquête pluridisciplinaire d'intérêt national, pour garantir aux chercheurs français l'accès à des données fiables et de qualité.

L'ISSP INÉGALITÉS SOCIALES EN FRANCE

En 2021, l'ISSP a repris le thème des *inégalités sociales*, comme cela avait déjà été le cas en 2009, 1999, 1992 et 1987. Les deux premières vagues n'avaient toutefois pas été réalisées en France. On peut donc seulement comparer les résultats de 2021 avec ceux 2009 et 1999, chaque fois que la même question a été posée.

L'enquête française Inégalités sociales a été conduite via le panel Elipss entre mars et avril 2021, auprès d'un échantillon national représentatif de panélistes. Les résultats sont présentés ici pour les 1674 réponses valides. Ils sont redressés en fonction du genre, de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle pour compenser les biais d'échantillonnage. Les données françaises sont accessibles sur le portail Quetelet Progedo Diffusion, et les données internationales sur le portail Gesis.

Le questionnaire aborde les thèmes suivants :

- Les facteurs qui semblent les plus importants pour réussir dans la vie,
- Le sentiment de justice par rapport à son propre salaire, l'évaluation de celui de certaines professions, l'évaluation de ce qu'elles devraient gagner.
- Les inégalités de revenus et la politique du gouvernement face aux inégalités,
- Les jugements sur la progressivité de l'impôt sur le revenu,
- Les inégalités face à la santé et à l'éducation,
- L'importance des conflits entre différents types de groupes sociaux,
- Comment chacun se situe entre le haut et le bas de la société,
- Un jugement sur l'évolution de son statut d'emploi par rapport à celui de son père,
- Les justifications des différences de salaires, la justice du sien,
- Une description de la structure sociale, modèles de société actuelle et souhaitée (pyramide, sablier, toupie...)

